



TVX006-TVX RADIO

Syndicat Mixte « Gers Numérique »

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

**OBJET : MARCHE DE TRAVAUX D'EXTENSION DU RESEAU
HERTZIEN GERSOIS A HAUT DEBIT**

Règlement de la consultation (RC)

**Date et heure limite de réception des offres :
20 mars 2018 à 17 heures**

La procédure utilisée : MAPA en application de l'article 27 du Code du décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - ACHETEUR	3
ARTICLE 2 – OBJET DE LA CONSULTATION	3
2-1-Objet du marché	3
2-2-Procédure de passation	3
2-3-Forme du marché.....	3
ARTICLE 3 – DISPOSITIONS GENERALES	4
3-1-Durée du marché - délais d'exécution	4
3-2-Modalités de financement et de paiement	4
3-3-Forme juridique de l'attributaire	4
3-4-Délai de validité des propositions.....	4
3-5-Variantes et prestations supplémentaires éventuelles	4
ARTICLE 4 – DOSSIER DE CONSULTATION	5
4-1-Contenu du dossier de consultation.....	5
4-2-Mise à disposition du dossier de consultation par voie électronique	5
4-3-Modification de détail au dossier de consultation	5
4-4-Visite des lieux sur site.....	6
4-5 Renseignements complémentaires.....	6
ARTICLE 5 – PRESENTATION DES OFFRES.....	6
5-1-Documents à produire	6
Justificatifs de candidature.....	6
Contenu de l'offre	6
5-2-Compléments à apporter au cahier des charges	8
5-3-Langue de rédaction des propositions.....	8
5-4-Unité monétaire.....	8
ARTICLE 6- CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS.....	8
6-1 Remise des plis sur support papier	8
6-2 Transmission par voie dématérialisée	9
6-3 Signature électronique.....	9
6-4 Copie de sauvegarde	9
ARTICLE 7 - NEGOCIATION	10
ARTICLE 8 – JUGEMENT DES PROPOSITIONS	10
8-1 Critère 1 : le Prix.....	10
8-2 Critère 2 : la valeur technique.....	11
ARTICLE 9 – FIN DE PROCEDURE	11
ARTICLE 10 - VOIES ET DELAIS DE RECOURS.....	12

ARTICLE 1 - ACHETEUR

Syndicat Gers Numérique

81 Route de Pessan

BP 50546

32021 AUCH Cedex 9

Téléphone : 05.31.00.46.90 Mail : contact@gersmunerique.fr

Siret : 200 039 279 00027

ARTICLE 2 – OBJET DE LA CONSULTATION

2-1-Objet du marché

La consultation porte sur la conception - réalisation de sites supplémentaires, estimé à ce jour à 7, pour compléter l'actuel réseau hertzien gersois créé en 2016 et propriété du Syndicat Mixte.

Références à la nomenclature européenne (CPV) :

32500000-8 Matériel de télécommunications

32000000-3 Equipements et appareils de radio, de télévision, de communication, de télécommunication et équipements connexes

51311000-5 Services d'installation de matériel de communications

45000000-7 Travaux de construction

2-2-Procédure de passation

La consultation est passée selon la procédure adaptée en application de l'article 27 du Code du décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

2-3-Forme du marché

Le marché est de type marché à bons de commandes tels que définis aux articles 78 et 80 du décret n°2016-360 du 25/03/2016. Chaque site fera l'objet d'un bon de commande distinct.

Il s'agit d'un marché sans minimum ni maximum.

Le marché fait l'objet d'un lot unique.

Il n'est pas prévu de décomposition en phases ni tranches.

ARTICLE 3 – DISPOSITIONS GENERALES

3-1-Durée du marché - délais d'exécution

Le marché est un marché unique passé pour une durée de 12 mois à partir de la date de notification de celui-ci. Le marché peut faire l'objet d'une reconduction d'une durée identique, par décision expresse du pouvoir adjudicateur.

3-2-Modalités de financement et de paiement

Le financement s'effectue sur les fonds propres du Syndicat Gers Numérique, budget annexe Aménagement Numérique, section d'investissement.

Le règlement des dépenses se fera par mandat administratif, réglé sous 30 jours à compter du service fait.

3-3-Forme juridique de l'attributaire

Aucune forme de groupement n'est imposée par le pouvoir adjudicateur. La cotraitance et la sous-traitance sont autorisées.

Le marché sera conclu :

- soit avec un prestataire unique ;
- soit avec des prestataires groupés solidaires.

En cas d'attribution du marché à un groupement conjoint, le mandataire du groupement sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles.

3-4-Délai de validité des propositions

Le délai de validité des propositions est de 120 jours à compter de la date limite fixée pour la réception des offres.

3-5-Variantes et prestations supplémentaires éventuelles

Les variantes par rapport à l'objet du marché ne sont pas autorisées.

Il n'est pas prévu de prestations supplémentaires éventuelles.

ARTICLE 4 – DOSSIER DE CONSULTATION

4-1-Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation comprend les documents suivants :

- le règlement de la consultation,
- le formulaire DC1,
- Le formulaire DC2,
- l'acte d'engagement,
- le formulaire DC4 – Déclaration de sous-traitance,
- le bordereau de prix unitaires (BPU) et le détail quantitatif estimatif (DQE),
- le CCP et ses annexes.

4-2-Mise à disposition du dossier de consultation par voie électronique

Le pouvoir adjudicateur met à disposition le dossier de consultation par voie électronique, à l'adresse suivante : <http://www.marches-publics.info> Les conditions générales d'utilisation de cette plateforme sont également téléchargeables sur ce site, Rubrique PRATIQUE / Conditions d'accès.

Conformément à l'arrêté du 14 décembre 2009, les candidats peuvent accéder à l'ensemble des documents de la consultation en mode anonyme sans identification préalable. Cependant, il est fortement recommandé aux candidats de s'inscrire et s'identifier sur la plate-forme avant le téléchargement. En effet, pendant la consultation, des modifications ou précisions peuvent être apportées notamment par le biais de Question(s) / Réponse(s) ; Rectificatif du dossier ; Avis de sans suite ; Précisions...

L'ATTENTION DU CANDIDAT EST ATTIRE SUR LE FAIT QUE S'IL TELECHARGE LE DOSSIER EN MODE ANONYME, IL N'AURA PAS ACCES A CES DIFFERENTES MODIFICATIONS QUI PEUVENT S'AVERER IMPORTANTES.

S'il souhaite malgré tout procéder au téléchargement du dossier en mode anonyme, il lui est vivement recommandé de veiller à prendre en compte toutes les modifications pouvant intervenir, éventuellement par un second retrait du dossier à jour. A noter, les questions de clarification et réponses ne sont adressées uniquement qu'aux entreprises identifiées.

En cas de problème pour retirer le dossier, vous pouvez contacter l'aide technique à l'utilisation de la plate-forme : **Assistance AWS au 04 80 04 12 60** (Assistance gratuite, appel non surtaxé).

Tout tirage papier sera à la charge du candidat. Si un candidat demande un envoi du DCE sous format papier, il lui sera facturé au tarif unitaire et forfaitaire de 50€. Le DCE sera expédié dès réception par le Syndicat Gers Numérique du chèque émis à l'ordre du Payeur départemental du Gers.

A noter que les annexes ne seront remises que sous format numérique (clé USB) si l'envoi postal est exigé.

4-3-Modification de détail au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'envoyer au plus tard 15 jours avant la date limite de remise des offres des modifications de détail sur le dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié.

4-4-Visite des lieux sur site

Les visites sur site ne sont pas obligatoires, mais fortement conseillées afin de permettre aux Candidats de tenir compte des contraintes géographiques gersoises, d'obstacles pouvant gêner la diffusion des ondes radio et de vérifier l'existence d'infrastructures pouvant être utilisées. (Cf les paragraphes 6-3-1 et 6-4-2 du CCP).

Au vu des difficultés d'accès, Gers Numérique ayant déjà réalisé ces visites, pourra apporter des informations aux candidats qui le souhaitent.

4-5 Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres, une demande écrite sur la Plateforme AWS : <http://www.marches-publics.info>

ARTICLE 5 – PRESENTATION DES OFFRES

5-1-Documents à produire

Le dossier à remettre par chaque candidat comprendra les pièces suivantes :

Justificatifs de candidature

- lettre de candidature (DC1)
- la déclaration du candidat (DC2) ; ces imprimés pré-remplis sont joints au DCE,
- les références, les qualifications, les moyens du candidat,
- une attestation d'assurance en cours de validité,
- copie du jugement pour les entreprises en Redressement Judiciaire,
- moyens techniques du candidat ou du groupement (outillage, matériel et équipement technique dont dispose le candidat pour l'exécution de l'ouvrage),
- moyens humains du candidat ou du groupement (composition et qualification de chaque membre de l'équipe dédiée à cette mission),
- liste des principales missions réalisées au cours des 3 dernières années pour des travaux similaires.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Contenu de l'offre

- l'acte d'engagement,

- le formulaire DC4 si besoin,
- le bordereau de prix unitaires (BPU) et le détail quantitatif estimatif (DQE) complétés et signés,

Les candidats qui remettront leur offre par voie dématérialisée fourniront le BPU et le DQE sous format excel.

- le Cahier des Clauses Particulières (CCP) et ses annexes approuvés et signés,
- un mémoire technique composé en trois parties :

Partie 1 : Technologie proposée par le candidat (articles 4.1 du CCP)

- Solutions techniques proposées et compatibilité avec la technologie de l'actuel réseau
- Argumentaire sur le ou les choix de technologies proposées ;
- Des fiches descriptives détaillées présentant les matériels et appareillages proposés.

Partie 2 : Mise en œuvre de l'extension du réseau :

- Organisation humaine et relationnelle (articles du 6.1 CCP),
- Calendrier proposé (articles 4.4 et 6.2 du CCP) reprenant les délais mentionnés sur le BPU,
- Spécifications techniques pour l'établissement des nouveaux points hauts (art 6.5), joindre les fiches produits pour tous les matériaux (pylônes, paliers,)
- Une ou des fiches descriptives détaillées présentant le matériel de protection contre la foudre (article 6.3.11 du CCP), les locaux techniques (article 6.3.8 du CCP), les chambres techniques (article 6.3.9 du CCP)

Partie 3 : Annexes

- Un modèle d'APS, d'APD, et de DOE
- Une méthodologie (procédures, personnel dédié et qualifications, délai) pour chacune des phases suivantes :
 - Article 7.2.1 du CCP : procédure de réception
 - Articles 7.1.1 et 7.1.2 du CCP : procédure de vérification d'aptitude et de service régulier, et modèle d'étude
 - Article 6.3.2 du CCP : procédure d'étude « lignes de vue » et modèle d'étude
 - Article 7.3 du CCP : procédures de garantie et d'échange standard
- Une note de synthèse Politique de développement durable appliquée au projet (article 10 du CCP)
- Les préconisations quant à la réduction des nuisances liées aux chantiers (article 6.1 du CCP) ;
- Une note de synthèse sur la politique de l'entreprise en matière de gestion des déchets, et plus notamment concernant le devenir des matériaux non conservés des sites existants (article 6.7 du CCP) ;
- Toute autre information que le candidat jugera opportun pour apprécier sa capacité technique à réaliser ce marché de travaux.

En outre, pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, le candidat devra joindre, en sus de l'annexe :

- la nature des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

5-2-Compléments à apporter au cahier des charges

Sans objet.

5-3-Langue de rédaction des propositions

Les propositions doivent être rédigées en langue française.

5-4-Unité monétaire

Le pouvoir adjudicateur conclura le marché dans l'unité monétaire suivante : euro(s).

ARTICLE 6- CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS

Les candidats peuvent choisir de transmettre leur offre :

Soit sur support papier

Soit par voie dématérialisée

Les candidats doivent choisir entre ces deux modalités de transmission des offres. En cas de double envoi d'une offre, si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule sera ouverte la dernière offre reçue dans le délai fixé pour la remise des offres.

6-1 Remise des plis sur support papier :

Les candidats transmettent leur proposition sous pli cacheté portant la mention suivante :

"TVX006-RADIO - NE PAS OUVRIR "

Les plis devront être remis contre récépissé pendant les heures d'ouverture du bureau (9h / 12h – 14h / 17h30) ou envoyés par la poste par pli recommandé avec avis de réception postal à l'adresse suivante :

Syndicat Gers Numérique
81 Route de Pessan
BP 50546
32021 AUCH Cedex 9

avant la date indiquée dans la page de garde du présent règlement.

Les dossiers qui parviendraient après la date et l'heure limites fixées au présent règlement de la consultation ainsi que ceux parvenus sous enveloppe non cachetée ne seront pas retenus et seront renvoyés à leur auteur.

6-2 Transmission par voie dématérialisée

Les conditions générales d'utilisation de cette plateforme sont également téléchargeables sur le site <http://www.marches-publics.info> ; rubrique PRATIQUE / conditions d'accès

Le choix du mode de transmission est irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à tous les documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Les conditions de présentation des plis électroniques : fichiers distincts dont l'un comporte les pièces de la candidature et l'autre, les pièces de l'offre.

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Les formats électroniques autorisés pour la transmission des documents sont :

- format Acrobat « pdf »
- format bureautique « .doc » « .docx » « .ppt » « .pptx » « .xls » « .xlsx »
- format texte « txt »
- format « png » pour les images et les photos
- format « zip » pour les fichiers compressés
- cartographie au format numérique vectoriel (format SHAPE) et géo référencé, système de coordonnées RGF93 / Lambert93

Le BPU DQE devra être livré obligatoirement en version PDF signé et en version original Excel.

Le Syndicat se réserve le droit de convertir les formats (dans lesquels ont été encodés les fichiers transmis) au moment de l'archivage et ceci afin d'assurer leur lisibilité dans le moyen et long terme.

Les documents transmis par voie électronique seront re-matérialisés après l'ouverture des plis. Les candidats sont informés que l'attribution du marché pourra donner lieu à la signature manuscrite du marché papier.

6-3 Signature électronique

Chaque pièce pour laquelle une signature est exigée doit faire l'objet d'une signature électronique individuelle et conforme au format XAdES, CAdES ou PAdES. La seule signature électronique du pli n'emporte pas valeur d'engagement du candidat.

Le niveau de sécurité requis pour le certificat de signature électronique est le Niveau (**) du RGS. Les certificats RGS (Référentiel Général de Sécurité) sont référencés dans une liste de confiance française (<http://www.referencessmodernisation.gouv.fr>) ou dans une liste de confiance d'un autre Etat-membre de l'Union européenne.

Toutefois, le candidat est libre d'utiliser le certificat de son choix si celui-ci est conforme aux obligations minimales résultant du RGS. Dans ce cas, il doit transmettre tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

6-4 Copie de sauvegarde

La transmission de l'offre peut être doublée d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique ou papier. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

Si le candidat n'a pas transmis parallèlement de copie de sauvegarde, sa candidature et son offre ne seront donc pas étudiées.

Réponse d'un groupement d'entreprises

Le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom du groupement. Le DC1 sera signé de façon électronique par chaque membre du groupement. Il est conseillé que seul le mandataire du groupe soit habilité à signer les documents relatifs à l'offre.

ARTICLE 7 - NEGOCIATION

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'engager, avec les candidats ayant présenté les offres les plus intéressantes, une phase de discussion/négociation, conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

Dans cette hypothèse, les candidats seront sollicités par messagerie électronique et le même délai de réponse sera accordé à chacun d'eux. L'adresse mail utilisée sera celle que le candidat aura mentionnée au §D du DC1.

Déroulement de la procédure de négociation :

Le pouvoir adjudicateur informera les candidats admis à la négociation qu'une négociation est ouverte.

Le pouvoir adjudicateur questionnera les candidats par mail sur les points de l'offre qui lui paraissent négociables et les informera du délai de réponse dont ils disposent pour confirmer leur offre initiale ou l'ajuster. L'étape 2 pourra être renouvelée autant de fois que le pouvoir adjudicateur le jugera nécessaire.

ARTICLE 8 – JUGEMENT DES PROPOSITIONS

Le pouvoir adjudicateur choisira l'offre économiquement la plus avantageuse conformément aux critères suivants, pondérés de la manière suivante :

Prix des prestations : 40%

Valeur technique : 60%

8-1 Critère 1 : le Prix

Ce critère est évalué sur la base du volume de consommation estimé tel que détaillé dans le Détail Quantitatif Estimatif, auquel sera appliqué les prix unitaires portés au Bordereau des prix unitaires par le candidat. La note sera calculée de la manière suivante :

$Note = notemax \times Pmin / Po$

Notemax = 40

Pmin = prix de l'offre la moins disante

Po = prix de l'offre évaluée

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en chiffres sur le bordereau des prix, prévaudront sur toute autre indication de l'offre. Les erreurs de multiplication ou d'addition qui seraient constatées dans les documents pourront également être rectifiées. Le jugement des offres se fera sur le montant ainsi rectifié.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition ou ce sous-détail pour les mettre en harmonie avec le prix forfaitaire ou le prix unitaire correspondant, en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Lors de l'examen des offres, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'elle estimera nécessaire.

8-2 Critère 2 : la valeur technique

La valeur technique, appréciée notamment au vu du mémoire technique 60%, décomposée comme suit :

Mémoire Technique	Sous critères techniques	Note
Partie 1	Matériels et appareillages envisagés (fiches descriptives fournies)	15
Partie 2	Composition de l'équipe en charge du projet (sur les phases d'études et de déploiement)	10
	Calendrier, délai de réalisation	10
	Méthodologie pour la création des nouveaux points	10
Partie 3	Qualité et lisibilité des livrables : modèles d'APS, APD, DOE, études de vérification d'aptitude et de service régulier, étude de lignes de vues	10
	Politique de développement durable, gestion des nuisances de chantier, gestion des déchets	5

ARTICLE 9 – FIN DE PROCEDURE

Les candidats évincés seront informés du choix du pouvoir adjudicateur par le biais de la plateforme de dématérialisation quel que soit le mode de dépôt de l'offre, sachant qu'une simple adresse mail valide suffit pour se faire. Cette adresse sera celle complétée par le candidat dans le formulaire DC1 (§D).

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché produira dans un délai de 5 jours à compter de la demande du pouvoir adjudicateur, les pièces visées à l'article 51 du décret n°2016-360.

Si le candidat pressenti ne fournit pas les pièces mentionnées à l'article 55 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, son offre sera rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat sera prononcée par le pouvoir adjudicateur qui présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

Le pouvoir adjudicateur pourra à tout moment mettre fin à la procédure pour des motifs d'intérêt général.

ARTICLE 10 - VOIES ET DELAIS DE RECOURS

Les candidats sont informés des possibilités et conditions de recours :

1 / Référé précontractuel (article L.551-1 du code de justice administrative)

Recours contre la passation des marchés en cas de manquement aux obligations de publicité et de mise en concurrence, pouvant être introduit avant la signature du marché, laquelle, conformément à l'article 80 du code des marchés publics, n'interviendra que 10 jours après la notification de rejet de leur offre aux candidats évincés.

2/ Référé contractuel (article L551-13 du code de justice administrative)

Recours contre un marché public déjà signé en cas de manquement aux obligations de publicité et de mise en concurrence.

3/ Recours pour excès de pouvoir (article R.421-1 et suivants du code de justice administrative)

Recours pouvant être introduit dans les deux mois de la notification ou de la publication de la décision attaquée (délais supplémentaires de distance : article R.421-7 du code de justice administrative). Ce recours peut éventuellement être précédé d'un recours administratif auprès du pouvoir adjudicateur dans les mêmes délais, qui proroge d'autant le délai de recours contentieux susvisé.

4 / Référé-suspension (article L.521-1 du code de justice administrative)

Recours pouvant être introduit durant toute la procédure et jusqu'à la conclusion du contrat, à condition que la décision litigieuse fasse l'objet d'un recours pour excès de pouvoir et sous condition d'urgence et de doute sérieux quant à la légalité de la décision.

5 / Référé-liberté (article L.521-2 du code de justice administrative)

Recours pouvant être sous condition d'urgence, afin de sauvegarder une liberté fondamentale à laquelle une personne morale de droit public fait grief dans l'exercice d'un de ses pouvoirs par une atteinte grave et manifestement illégale. Le juge des référés se prononce dans un délai de 48h.

6/ Demande de référé préfectoral (article L.2131-8 du code général des collectivités territoriales)

Dans les deux mois à compter de la date à laquelle l'acte litigieux est devenu exécutoire.

7/ Recours dans le délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées (du fait de la jurisprudence du CE Société Tropic Travaux de signalisation du 16/07/2007).

8/ Recours auprès de la Commission Européenne visant à introduire un recours en manquement contre un Etat membre auprès de la Cour de Justice de l'Union Européenne.

ORGANE AUPRES DUQUEL DES RECOURS PEUVENT ETRE OBTENUS :

INSTANCE CHARGEE DES PROCEDURES DE RECOURS ET AUPRES DE LAQUELLE DES RENSEIGNEMENTS PEUVENT ETRE OBTENUS CONCERNANT L'INTRODUCTION D'UN RECOURS :

Tribunal Administratif de PAU

50 Cours Lyautey - Villa Noullobos - BP 543 - 64010 PAU Cedex

Tél : 05 59 84 94 40 Fax : 05 59 02 49 93

Adresse internet : greffe.ta-pau@juradm.fr

Organe chargé des procédures de médiation : **Comité Consultatif interrégional de Règlement des litiges en matière de marchés publics.**

CCIRA de Bordeaux

103 bis Rue Belleville - BP 952 - 33063 BORDEAUX Cedex

Tél : 05.57.01.97.51

Mr Jean-Louis BARBAUD, Secrétaire du CCIRA

Tél : 05.57.01.97.50

Mme Claudine TESSANDIER-ROUSSET, Secrétaire adjointe du CCIRA

Courriel : jean-louis.barbaud@directe.gouv.fr

Claudine.teyssandier-rousset@drjscs.gouv.fr